



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires concernant les installations exploitées par Estérel Côte d'Azur Agglomération à Saint-Raphaël

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L181-14, R181-45 et R181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 nommant Monsieur Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/12/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 1997 portant autorisation d'exploiter une station de transit de déchets ménagers et une déchetterie sur la commune de Saint-Raphaël ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 portant autorisation d'exploiter une déchetterie et des installations de broyage de déchets verts sur la commune de Saint-Raphaël ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mai 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transports hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de

déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport du 27 novembre 2024 de l'inspection des installations classées faisant suite à l'inspection des installations exploitées par la communauté d'agglomération « Estérel Côte d'Azur Agglomération », au 291 boulevard Delli-Zotti, à Saint-Raphaël ;

Vu la demande adressée au préfet le 10 juillet 2025 par la communauté d'agglomération « Estérel Côte d'Azur Agglomération » relative à la mise à jour de la situation administrative des activités et aux modifications des conditions d'exploitation des installations qu'elle exploite au 291 boulevard Delli-Zotti, à Saint-Raphaël, consécutive au rapport du 27 novembre 2024 de l'inspecteur de l'environnement ;

Vu le rapport du 22 janvier 2026 de l'inspection des installations classées faisant suite à l'inspection du 18 décembre 2025 des installations exploitées par la communauté d'agglomération « Estérel Côte d'Azur Agglomération », sises 291 boulevard Delli-Zotti, à Saint-Raphaël ;

Vu le rapport d'examen de l'inspection des installations classées du 10 avril 2026, communiqué au préfet, faisant suite à la demande du 10 juillet 2025 de l'exploitant, susvisée ;

Vu le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 23 avril 2026 au titre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant concernant ce projet d'arrêté ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R181-18 et R181-21 à R181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires applicables à l'exploitation d'une installation de collecte de déchets, déjà encadrée par les arrêtés préfectoraux du 25 août 1997 et du 13 juin 2007 ;

Considérant qu'il y a lieu d'acter le nouveau classement des activités du site eu égard aux évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

ARRÊTE

Article 1- Dispositions générales

Les prescriptions applicables aux installations exploitées par la communauté d'agglomération « Estérel Côte d'Azur Agglomération », dont le siège social est situé 624 chemin Aurélien – CS 50133 – 83707 Saint-Raphaël Cedex, pour ses installations, sises, 291

boulevard Delli Zotti, à Saint-Raphaël, sont complétées et modifiées par les dispositions suivantes.

Article 2 – Nature et localisation des installations

2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature des installations et volume d'activité	Rég.
2710-1 a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1 .Dans le cas des déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) supérieur ou égale à 7 tonnes	Collecte de déchets dangereux 10 tonnes DDS (Déchets Diffus Spécifiques hors produits pyrotechniques) D3E	A
2710-2 a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1 .Dans le cas des déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) supérieur ou égale à 300 m ³	Collecte de déchets non dangereux 1000 m ³	E
2794-2	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 2. Supérieure ou égale à 5 t/jrs, mais inférieure à 30 t/jrs	Broyage de déchets de végétaux	D
2716	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes [...]	Quais de transferts et de transit d'ordures ménagères 500 m ³	D

A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration

2.2 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature Loi sur l'eau (IOTA)

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature des installations et volume d'activité	Rég.
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	1,5 ha	D

D : Déclaration

Article 3 – Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune et la parcelle suivantes :

Commune	Parcelle
Saint-Raphaël	N° 551 section AL

Article 4 – Conformité des installations au dossier de l'exploitant

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément au plan de masse figurant en annexe I du présent arrêté et aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 10 juillet 2025.

4.1 Consistance des installations

Les activités du site se répartissent selon les zones désignées ci-après :

Zone « déchets dangereux »	Zone « déchets non dangereux »	Zone « déchets en vrac »	Zone « quais de transferts des ordures ménagères »
<ul style="list-style-type: none">-- 30 conteneurs extérieurs ;- 7 bacs produits pâteux éco ;- 3 bacs produits pâteux hors éco ;- 6 bacs bisons vides souillés ;- 2 bacs de solvants divers/inconnus ;- 1 bac articles de bricolages thermiques ;- 1 armoire de déchets ménagers spéciaux (20 caissettes) ;- 2 bacs dédiés aux néons et ampoules ;- 2 conteneurs pour cartouches d'imprimantes ;- 1 bac dédié aux batteries ;- 1 benne pour les bouteilles de gaz ;- 2 fûts étanches dédiés aux piles et batteries sans plomb ;- 1 cuve pour les huiles de vidange ;- 1 cuve pour les huiles alimentaires ;- une zone dédiée aux déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) ;- 2 bacs dédiés aux extincteurs.	<ul style="list-style-type: none">- 9 bennes (ameublement, palettes, encombrants, plastiques, plâtres, métaux, cartons, bois) ;- 3 bennes à gravats ;- 7 bacs de tri sélectif (papiers, verres, emballages) ;- 5 colonnes pour les vêtements ;- 1 benne pour le plâtre ;- 1 conteneur d'articles de sport (hors vêtements) ;- 2 bacs de jouets ;- 1 benne de gros électroménagers hors froid.	<ul style="list-style-type: none">- une zone de dépôt des déchets verts (300 m²) ;- une zone de 60 m² pour les balayures (voirie publique) ;- une zone de 80 m² pour les déchets verts de palmiers.	<ul style="list-style-type: none">- 3 quais de transit sous bâtiment ;- bacs destinés à la collecte des biodéchets provenant des catines ;- une benne de stockage du verre.

Article 5 – Prescriptions techniques applicables

5.1 Prescriptions des actes antérieurs

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des actes préfectoraux antérieurs. L'installation reste soumise aux règles de procédure de l'autorisation.

5.2 Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

Arrêté du 4/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation.

Arrêté du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Arrêté du 18/05/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Arrêté du 6/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Arrêté du 22/12/2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement ;

Arrêté du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

5.3 Compléments des prescriptions

Les prescriptions qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées par celles de l'article 6 « prescriptions particulières » du présent arrêté. Ces prescriptions se substituent à celles des arrêtés préfectoraux du 25 août 1997 et du 13 juin 2007 pour les articles concernés.

Article 6 – Prescriptions particulières

Pour la protection et la prévention des risques, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées ou précisées par les articles ci-après.

6.1 Prévention du risque incendie

6.1.1 Les dispositions de l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2710 et celles de l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 26 mars 2012, applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2, sont applicables au site selon les modalités prévues pour les installations existantes.

6.1.2 Les dispositions du point IV de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26/03/2012 sont complétées comme suit :

- le dimensionnement des capacités de rétention des eaux d'extinction incendie est fixé à 170 m³ (au minimum) pour la zone des déchets non dangereux et déchets en vrac, et à 167 m³ (au minimum) pour la zone des déchets dangereux et quai de transfert des ordures ménagères.

6.2 Surveillance des rejets aqueux

6.2.1 Collecte des eaux et point de rejets

La collecte des eaux résiduaires du site est organisée comme suit :

Zone « déchets dangereux »	Zone « déchets non dangereux » et « déchets en vrac »	Zone « quais de transferts des ordures ménagères »
Captées par caniveaux et dirigées vers deux cuves de stockages enterrées spécifiques (huiles et autres produits)	Bassin de collecte des eaux pluviales de la ZAC via canalisation (DN 600)	Réseau de collecte des eaux usées public par pompage/relevage
Évacuation vers des filières adaptées / pas de rejet	Type de rejet : eaux pluviales Milieu naturel	Type de rejet : eaux usées STU (station d'épuration urbaine)
	Traitement : Séparateur hydrocarbure	Traitement : Séparateur hydrocarbure

Le site dispose de 2 points de rejets.

L'exploitant dispose d'une autorisation de déversement, en cours de validité, délivrée par la collectivité propriétaire du réseau.

6.2.2 Valeurs limites de rejet

Les valeurs limites de rejet des eaux résiduaires du site sont fixées comme suit :

Paramètres	Milieu naturel	Réseau de collecte public*
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5
MEST	35 mg/l	600 mg/l
DBO5	30 mg/l	800 mg/l
DCO	125 mg/l	2000 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	10 mg/l

Indice phénols	0,3 mg/l	0,3 mg/l
Chrome hexavalent	0,1 mg/l	0,1 mg/l
Cyanures totaux	0,1 mg/l	0,1 mg/l
AOX	5 mg/l	5 mg/l
Arsenic	0,1 mg/l	0,1 mg/l
Métaux totaux (somme Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	15 mg/l	15 mg/l

* sans préjudice des prescriptions applicables aux rejets fixés par l'autorisation de déversement

Article 7 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Raphaël et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de Saint-Raphaël pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 - Délais et voies de recours

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 9 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Saint-Raphaël, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à la sous-préfète de Draguignan, au président de la communauté d'agglomération « Estérel Côte

d'Azur Agglomération », au directeur départemental des territoires et de la mer du Var et
au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

26 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI

Annexe I à l'arrêté préfectoral complémentaire portant autorisation d'exploiter les installations de la communauté d'agglomération « Estérel Côte d'Azur Agglomération » situées 291 boulevard Delli Zotti- 83700 Saint-Raphaël

Plan de masse des installations



Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI